



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 23 JUIL. 2020

**mettant en demeure la société Gravières d'Alsace Lorraine
de respecter des prescriptions relatives à l'accueil de déchets inertes et au suivi des espèces**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- Vu le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 02 mai 2019 portant autorisation environnementale pour le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une gravière par la société Gravières d'Alsace Lorraine à Hoerd ;
- Vu le rapport du 15 juin 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral du 02 mai 2019 susvisé dispose que l'exploitant effectue un suivi des espèces protégées, que l'exploitant s'assure de l'absence d'espèces exotiques envahissantes et que les résultats des suivis écologiques sont transmis à la DREAL sous forme informatique ; que le suivi écologique mis en place n'est pas conforme à celui prescrit et ne répond pas à l'objectif pour certaines espèces, notamment pour les amphibiens, les reptiles, ... ; que les rapports de suivi écologiques présentés ne confirment pas l'absence d'espèces exotiques envahissantes ; que les résultats des suivis n'ont pas été transmis à la DREAL sous forme informatique ;

Considérant que l'article 5 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé précise qu'avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable ; que l'exploitant n'a pas pu présenter de document préalable pour tous les lots de déchets réceptionnés ; que les documents préalables présentés ne comportent pas toutes les informations nécessaires ;

Considérant que l'article 7 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé précise qu'avant d'être admis tout chargement fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement et qu'un contrôle visuel est réalisé lors du déchargement ; que ces contrôles ne sont pas réalisés ;

Considérant que l'article 9 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé prévoit que le résultat des contrôles prévus à l'article 7 sont consignés ; que l'exploitant n'a pas prévu de consigner les résultats de ces contrôles ;

Considérant qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

A R R Ê T E

Article 1

La société Gravières d'Alsace Lorraine, dont le siège social se trouve rue de Gambsheim à WEYERSHEIM (67720) est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes pour l'exploitation de la carrière située à Hoerdtdans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral du 02 mai 2019 susvisé :
« Un suivi des populations de toutes les espèces protégées présentes sur le site et les zones de compensation est à réaliser dans le but de mesurer l'efficacité des mesures mises en place durant les 10 années d'exploitation du site.

L'absence d'espèces invasives sur le site est également vérifiée périodiquement.

Pour les Amphibiens, ce suivi est réalisé par un écologue au rythme de :

- 3 suivis nocturnes et 2 diurnes par an répartis sur la période d'activités des amphibiens à T0, T+2, puis tous les 3 ans jusqu'au terme de l'activité.*

Pour les Oiseaux, les Reptiles et les Mammifères terrestres, les inventaires sont réalisés entre juin et juillet au rythme de :

- un suivi diurne comprenant 4 journées à répartir sur l'année par an pendant 3 ans (T0 à T+2) ;*
un suivi diurne comprenant 4 journées à répartir sur l'année, tous les 3 ans (T+5, T+9), et 1 suivi à T+10.

Les résultats des suivis faunistiques sont retranscrits dans un rapport d'expertise qui comportera une liste des espèces rencontrées (en plus des espèces cibles), une cartographie d'occupation de l'espace, une évaluation des populations en place, la localisation des espèces nicheuses, une évaluation de l'efficacité des mesures mises en place.

Les résultats des suivis écologiques sont transmis à la DREAL Grand Est sous format informatique compatible avec le standard régional Grand Est disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est, ou à défaut la version 1.2.1. du standard national occurrence de taxon. Les données sont fournies avec une géo-localisation au point (non dégradée). Elles alimentent le système d'information sur la nature et les paysages avec le statut de données publiques. Cette transmission est réalisée au plus tard le 31 janvier de l'année suivante ».

- Article 5 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé :

« Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;*
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;*
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;*
- l'origine des déchets ;*
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement ;*
- la quantité de déchets concernée en tonnes ».*

- Article 7 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé :

« Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ».

- Article 9 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé :
« L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :
 - l'accusé d'acceptation des déchets ;
 - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;le cas échéant, le motif de refus d'admission ».

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de cette mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg par voie postale (31, avenue de la paix, 67000 STRASBOURG) ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4

Le Secrétaire Général, de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Gravières d'Alsace Lorraine par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Hoerdt.

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe


Nadia IDIRI

